

505 LN 161 / 4

4512

(1939)

Allocation viagère à accorder aux médecins
de la S.N.C.F. non affiliés au règlement
de 1911

CD 14.1139 29 VIII
CD 21.11.39 41 VIII c)

Allocation viagère à accorder aux médecins de la S.N.C.F. non affiliés
au règlement de 1911

21 novembre 1939

QU. VIII - Questions diverses

c) Allocation viagère à accorder aux médecins de la S.N.C.F. non affiliés au Règlement de 1911.

P.V. COURT

En suite à sa décision du 14 novembre, le Comité fixe à 50 % le minimum de pourcentage de temps que les intéressés devront consacrer à la S.N.C.F. pour pouvoir bénéficier de l'allocation en question.

Steno p. 41

M. LE BESNERAIS - Dans sa séance du 14 novembre, le Comité avait accepté d'allouer une allocation viagère aux médecins de la S.N.C.F. non affiliés au règlement de 1911, mais s'était réservé de fixer un minimum de pourcentage de temps que les intéressés devaient consacrer à la S.N.C.F. pour pouvoir bénéficier de l'allocation en question. Il m'avait demandé de lui soumettre des propositions à ce sujet.

Je crois que ce minimum pourrait être fixé à 50 %, c'est-à-dire que le médecin devrait nous avoir consacré au moins la moitié de son activité professionnelle.

M. GRIMPET - Cela nous amènera-t-il à changer le pourcentage du temps que nos médecins nous consacrent en ce moment ?

M. LE BESNERAIS - Non.

M. LE PRESIDENT - Le Comité est d'accord.

14 novembre 1939

QU. VIII - Questions diverses

a) Allocation viagère à accorder aux médecins de la S.N.C.F. non affiliés au Règlement de 1911.

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises, sous réserve qu'il fixera le minimum du pourcentage de temps que les intéressés devront consacrer à la S.N.C.F. pour pouvoir bénéficier de l'allocation en question.

STENO p. 29

M. LE PRESIDENT - XXXXXXXXXXXXXXXX Nous avons à examiner maintenant la question, que nous avons ajournée dans notre dernière séance, de l'attribution d'allocations viagères aux médecins-chefs et à leurs adjoints, ainsi qu'aux médecins du sanatorium de Sérécourt et de la maison de cure d'Enveigt, non affiliés à la Caisse de Retraites de 1911. Il s'agit de médecins ayant au moins 55 ans d'âge et 15 ans de services à la S.N.C.F. et qui n'ont droit à aucune pension. Les médecins susceptibles de bénéficier de ces allocations sont au nombre de 12 et le montant de la dépense serait de l'ordre de 154.000 fr par an.

M. LE BESNERAIS - Lorsque le régime sera en application et que les intéressés rempliront les conditions d'âge et de services nécessaires.

M. LE PRESIDENT - Les médecins que nous recruterons dans l'avenir ne seront-ils pas affiliés à la Caisse des Retraites ?

M. LE BESNERAIS - C'est justement pour éviter de les affilier à la Caisse des Retraites que nous vous soumettons

J'estime que la formule que je vous propose est préférable à l'affiliation. Elle nous laisse la liberté de nous séparer facilement de nos médecins quand nous le voulons, et, d'autre part, on comprend difficilement l'affiliation à la Caisse des Retraites d'une personne qui ne consacre qu'une partie de son temps à la S.N.C.F.

M. LE PRESIDENT..- D'accord.

M. GRIMPRET..- Je me demande, toutefois, si l'on ne devrait pas subordonner l'octroi de l'allocation viagère que vous envisagez à la condition que le médecin ait consacré à la S.N.C.F. un minimum à déterminer de son activité professionnelle.

Je prends par exemple le cas d'un médecin qui consacrerait 10% de son temps à la S.N.C.F. Quelle allocation lui donneriez-vous ? Il me semble que l'on ne devrait n'accorder ces allocations qu'aux médecins-chefs qui consacrent au moins 75% par exemple de leur temps à la S.N.C.F.

M. LE BESNIERIS..- 75% est peut-être beaucoup. 50% me paraîtrait assez indiqué. Voulez-vous me permettre d'examiner cette question ? Je crois, en effet, qu'il serait peut-être abusif d'accorder une allocation viagère à un médecin qui ne consacrerait qu'une faible partie de son activité à la S.N.C.F.

M. LE PRESIDENT..- Le Comité est d'accord pour approuver la création de ces allocations viagères. Toutefois, M. le Directeur Général nous soumettra ses propositions quant au minimum de pourcentage de temps que les intéressés devront avoir consacré à la S.N.C.F. pour pouvoir bénéficier de ces allocations.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 14 novembre 1939

Questions diverses

- Allocation viagère à accorder aux Médecins de la S.N.C.F. non affiliés au Règlement de 1911.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le 6 novembre 1939

RAPPORT AU COMITÉ DE DIRECTION

Notre attention a été attirée, dès la fondation de la Société Nationale des Chemins de fer, sur le fait que certains Médecins-Chefs ou Médecins-Chefs adjoints étaient affiliés à la Caisse des Retraites de 1911, alors que leurs Collègues d'autres Régions ne bénéficiaient d'aucun régime de retraites.

Nous proposons au Comité de décider que les Médecins en Chefs et leurs Adjoints ainsi que les Médecins du Sanatorium de Séricourt et de la Maison de Cure d'Enveitg, qui ne sont pas affiliés à la Caisse de 1911, pourront recevoir une allocation viagère dans les conditions suivantes :

1°) Cas de cessation normale des fonctions -

Attribution d'une allocation viagère aux Médecins qui ont passé au moins 15 ans dans le cadre administratif des Services Médicaux.

Cette allocation sera reversible sur la tête de la femme dans les conditions prévues par le Règlement de 1911 de la S.N.C.F. et servie au plus tôt à partir de l'âge de 55 ans.

2°) Cas de décès en service -

En cas de décès, il sera attribué à la veuve une allocation viagère immédiate égale à la moitié de celle dont le mari aurait pu bénéficier à 55 ans s'il avait quitté la S.N.C.F. à la date de son décès.

Le montant de l'allocation viagère sera, dans le premier cas, déterminé comme suit : on calculera le montant de la pension que l'intéressé aurait s'il avait été affilié au régime de 1911 depuis la date anniversaire de son entrée au Service de la S.N.C.F. (ou des anciens Réseaux) et s'il lui (ou leur) avait consacré la totalité de son temps ; on appliquera au résultat un coefficient égal à la fraction du temps consacré par le Médecin considéré à la S.N.C.F. ; le tout sera ensuite abattu d'un tiers, de façon à tenir compte du

.....

fait que l'intéressé n'aura, au cours de sa carrière, subi aucune retenue.

Le montant des allocations viagères qui seraient ainsi attribuées aux ~~M~~ Médecins de la S.N.C.F., non affiliés au Règlement de 1911, lorsqu'ils auraient au moins 55 ans d'âge et 15 ans de service, serait de 154.000 francs environ.

Ce même régime serait appliqué aux Médecins de cette catégorie à recruter dans l'avenir.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.